

FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX



United Nations
Peacebuilding

MODÈLE DE DOCUMENT DE PROJET

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Pays : Niger	
TITRE DU PROJET : Engagement Civique et Politique des jeunes (ECiP Jeunes) NUMÉRO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :	
Modalité de financement du PBF : <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust Fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires) : <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : Mercy Corps	
Liste des partenaires d'exécution supplémentaires, gouvernementaux et non gouvernementaux: spécifiez le type d'organisation (gouvernement, ONGI, OSC locale) : <ul style="list-style-type: none">- Cercle de Réflexion et Action pour un Développement Local Innovant (CercleDev)- Haut-Commissariat nigérien à l'Informatique et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication (HC/NTIC)- Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP)- Conseil National de la Jeunesse du Niger (CNJN)	
Durée du projet en mois^{1 2}: 24 Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Niger : régions de Niamey (quartiers Niamey 2000 (commune 4), Kirkisoye (commune 5), Koira Tegui (commune 2) Gabagoura (commune 1) et de Maradi (quartiers de Ali Dan Sofo, Zaria et Gao).	

¹ La durée maximum des projets IRF est de 24 mois et PRF de 36 mois.

² Le commencement officiel du projet est la date du premier transfert du budget du projet de la part de MPTFO aux() entité(s) récipiendaire(s), comme indiqué sur la page du MPTFO Gateway.

Le projet relève-t-il d'une ou plusieurs des fenêtres de priorité PBF spécifiques ci-dessous :

- Initiative de promotion de l'égalité des sexes³
- Initiative de promotion des jeunes⁴**
- Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)
- Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :**Mercy Corps : \$ 2 000 000****Total PBF : \$ 2 000 000**

**Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.*

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :**PBF 1^{ère} tranche (35%) :**

Mercy Corps Niger : \$700.000
Total : \$ 700.000

PBF 2^{ème} tranche* (35%) :

Mercy Corps Niger : \$700.000
Total : \$ 700.000

PBF 3^{ème} tranche* (30%) :

Mercy Corps Niger : \$ \$600.000
Total : \$ 600.000

Fournir une brève description du projet (décrire le principal objectif du projet ; ne pas énumérer les résultats et les extrants) :

Le projet ECiP-Jeunes a pour objectif d'établir des mécanismes durables et inclusifs au niveau local pour encourager la participation active des jeunes filles et garçons dans la promotion de la paix et la gouvernance locale. L'étude de dynamiques de conflits menée par Mercy Corps (PEACE 2020), mentionne qu'en raison de sa démographie (un tiers (1/3) de la population totale est dans la tranche d'âge de 15 ans à 35 ans selon le document de la politique nationale de jeunesse), le Niger risque de connaître des problèmes sociaux graves si les besoins des jeunes ne sont pas pris en compte. De plus, le récent coup d'État militaire (juillet 2023) fragilise les avancées démocratiques et les initiatives de développement et de consolidation de la paix, accroissant le risque de radicalisation et d'extrémisme violent chez les jeunes. Les consultations communautaires menées par Mercy Corps et CercleDev, en 2023, ont confirmé que les jeunes font face à un manque d'opportunités économiques et sont insuffisamment impliqués dans les efforts de promotion de la paix et les processus politiques au niveau local. Cette situation les pousse à adopter des comportements défiant l'autorité, les rendant plus vulnérables à l'extrémisme violent et minant la cohésion sociale. Les quartiers défavorisés de Niamey et Maradi sont particulièrement touchés, en raison de la concentration de jeunes, de la mauvaise gouvernance au niveau local et des frustrations des jeunes, qui les poussent vers la violence et la criminalité.

En adéquation avec la Politique Nationale de la Jeunesse du Niger, le projet ECiP-Jeunes contribue donc à créer un environnement favorable à la participation active des jeunes au processus de consolidation de la paix, à travers l'approche CATALYSE de Mercy Corps. Cette approche implique le renforcement des capacités des associations de jeunes, en facilitant le dialogue politique entre ces associations et les autorités, la promotion de l'engagement civique et politique des jeunes et des

³ Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de l'égalité des genres (GPI).

⁴ Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de la jeunesse (YPI).

femmes en faveur de la paix, de la bonne gouvernance locale, et l'appui aux initiatives de paix entreprises par les jeunes et les femmes vivant dans les quartiers défavorisés de Niamey et de Maradi.

Résumez le processus de consultation du projet dans le pays avant la soumission au PBSO, y compris avec le Comité de pilotage du PBF, la société civile (y compris les organisations de femmes et de jeunes) et les communautés de parties prenantes (y compris les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés) :

Pour la conception de ce projet, Mercy Corps a consulté l'équipe du secrétariat technique PBF pour garantir une cohérence entre l'action et les objectifs stratégiques du Fonds pour la consolidation de la paix, en alignement avec le Plan de Développement Économique et Social du Niger ainsi que le Plan Cadre de Coopération des Nations Unies.

Mercy Corps au Niger bénéficie de l'appui technique du PBF dans la mise en œuvre du projet d'Appui aux Initiatives Locales de promotion de la Paix (AILP - février 2020 -Janvier 2024) au Niger, au Mali et au Burkina Faso, comme cela a été le cas pour la mise en œuvre de Youth ACT au Niger (décembre 2018 à octobre 2020). Ces échanges permanents avec le secrétariat technique PBF ont également mis en évidence la nécessité de promouvoir l'engagement civique des jeunes dans les zones urbaines et l'importance de renforcer la collaboration avec d'autres acteurs œuvrant pour la consolidation de la paix.

Mercy Corps a entrepris plusieurs consultations, comprenant des entretiens, des réunions d'échange et des groupes de discussion avec les services étatiques, les jeunes de divers quartiers et les groupements féminins. À Niamey, les consultations ont spécifiquement ciblé deux (2) Directions générales, celle du Ministère de la Jeunesse et celle du Ministère de l'enseignement professionnel, Le (1) Conseil National de la Jeunesse du Niger, quarante (40) jeunes de différents quartiers périurbains, ainsi que quatre (4) leaders communautaires et les Secrétaires généraux des communes 5 et 2, qui ont été impliqués dans le processus de développement de ce projet. À Maradi, des consultations ont été menées auprès du Gouvernorat et de quatre (4) associations de jeunes (hommes, femmes et mixtes).

Mercy Corps a également consulté CercleDev parmi les ONG nationales. CercleDev, grâce à son expérience dans la mise en œuvre du projet "YouthAct" financé par le UNPBF, sa forte présence à Niamey et Maradi, son expertise dans les initiatives visant à soutenir les jeunes, ainsi que sa profonde compréhension des questions politiques, de consolidation de la paix, d'engagement civique et politique des jeunes au Niger, a apporté une contribution essentielle à cette programmation.

La conception de ce projet a également été influencée par les résultats, les leçons apprises et les besoins exprimés à travers le programme Youth Connect, mis en œuvre par Mercy Corps dans la région de Maradi. Ce programme encadre plus de 4500 jeunes, renforçant leur engagement civique et leur accès aux opportunités économiques, aux réseaux, aux informations sur les marchés et au financement dans la région de Maradi.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes⁵ : 2__

⁵ **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Spécifiez le pourcentage (%) et le montant (\$) du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : Au moins 30% du budget, soit environ \$603 157.

Expliquez brièvement par quelle (s) intervention (s) principale (s) le projet contribuera à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes⁶

La planification de ce projet accorde une importance primordiale à l'intégration de la dimension de genre, en garantissant la participation active des femmes dans l'analyse des conflits, les initiatives de paix, ainsi que la promotion de l'engagement civique et politique des jeunes. Le ciblage des associations de jeunes bénéficiaires pour ce projet, exige au moins 30% d'associations de femmes. Dans chaque quartier ciblé, il y aura autant d'associations de jeunes filles et des jeunes garçons qui seront choisies pour conduire les actions de renforcement de l'engagement politique des jeunes.

De plus, lors de la planification des activités telles que les formations et les rencontres, l'équipe du projet tiendra compte des contraintes temporelles auxquelles sont souvent confrontées les femmes en raison de leurs responsabilités domestiques. En ce qui concerne les résultats, toutes les données seront désagrégées afin de garantir un suivi précis de la prise en compte de l'aspect genre. L'inclusivité en matière de genre, ainsi que la sensibilisation aux violences basées sur le genre et à la notion de masculinité positive, sont des éléments transversaux qui ont été intégrés dans la planification et qui feront l'objet d'un suivi attentif lors de la mise en œuvre de chaque activité du projet.

Degré de risque du projet⁷ : _1_____

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement⁸) :

Prévention/gestion des conflits

Le cas échéant, les résultats du **SDCF / UNDAF** auxquels le projet contribue :

Objectifs et cibles de développement durable auxquels le projet contribue :

ECiP-Jeunes s'aligne au Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) 2023-2027, notamment à la priorité stratégique 1 : "Renforcer la gouvernance particulièrement l'éthique et le pacte de confiance qui lie les élus au peuple".

Il contribue en particulier à l'atteinte des objectifs de développement durables (ODD):

- ODD 5, parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
- ODD 10, Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre,
- ODD 16, Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).

⁶ Veuillez consulter la note d'orientation du PBF sur les calculs de marqueurs de genre et la consolidation de la paix sensible au genre

⁷ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

⁸ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;

(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE¹</p> <p>Nom :</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'agence : Mercy Corps</p> <p>Date et visa : 15/09/2023</p> <p></p> <p>Signature numérique de W'orgene Rashid RISASI Date : 2023.09.15 09:44:49 +01'00'</p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : YAHAYA</p> <p>Signature : </p> <p>Titre : Secrétaire général</p> <p>Date et visa :</p> <p></p>
<p>Coordonnateur résident</p> <p>Nom : Louise AUBIN</p> <p>Signature : </p> <p>Titre :</p> <p>Date et visa :</p> <p></p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Elizabeth Spehar</p> <p>Signature : </p> <p>Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix</p> <p>Date et visa : 29/12/2023</p>

¹ Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

- a) Décrire brièvement les conclusions principales de l'**analyse de conflit** en ce qui concerne les principales thématiques du projet. Comment le projet compte-t-il répondre aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits ? Fournir une analyse des acteurs clefs et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit être sensible au genre et à l'âge.

Le Niger est un pays particulièrement fragile sur le plan socio-économique comme en atteste son classement à l'indice de développement humain (0,377), soit 266^e sur 268 en 2022. Près d'un Nigérien sur deux vit dans la pauvreté (45,4%) en 2019. Le taux de croissance démographique du pays est l'un des plus élevés au monde (3,9% par an). La population nigérienne (21,6 millions d'habitants en 2020) est composée de 31,1% de jeunes âgés de 15 à 35 ans, 50,1% de femmes (PDJ 2023-2032). La jeunesse est évidemment une donnée structurante majeure qui se pose et s'impose comme une force incontournable face aux défis multiformes qui assaillent le développement du pays. Cependant elle est confrontée à des problèmes tels que la décadence du système éducatif, le chômage, le mariage précoce et l'exclusion (UNICEF 2021). De plus, le coup d'État militaire survenu le 26 juillet 2023 au Niger, mettant en péril les avancées démocratiques et entraînant des sanctions politiques et économiques de la part de la CEDEAO, fragilise les initiatives de développement socio-économique et pourrait accroître le risque de radicalisation et d'extrémisme violent parmi les jeunes.

Depuis les premières incursions des groupes armés en 2017, la sécurité s'est détériorée dans les régions de Diffa, Maradi et Tillabéry, notamment autour de la ville de Niamey. Les centres urbains de Niamey et de Maradi connaissent une forte affluence de jeunes hommes et femmes en quête de stabilité et de meilleures conditions socio-économiques (PDES - 2022-2026).

Les analyses des conflits et de la vulnérabilité menées par Mercy Corps dans les régions de Tillabéri et Maradi en 2022, montrent que l'exode rural est une forme d'adaptation des jeunes marginalisés, mais qui entraîne une menace croissante d'instabilité des centres urbains. La violence et la criminalité augmentent dans certains quartiers périphériques de Niamey et de Maradi en raison de la pauvreté, des inégalités sociales, des frustrations et du manque d'alternatives économiques pour les jeunes (CercleDev).

Le chômage et le manque d'activités génératrices de revenus sont les principaux facteurs de vulnérabilité pour les jeunes, tant pour les filles que pour les garçons : 69% des jeunes âgés de 15 ans à 24 ans, soit près de 7 jeunes sur 10 qui ne sont « ni en emploi, ni en éducation, ni en formation » (PDES 2020 – 2026). Ce taux cache une disparité importante entre les jeunes hommes (56,4%) et les jeunes femmes (78%). L'analyse des conflits réalisée par le secrétariat PBF au Niger en 2021 confirme ces facteurs en révélant que 65% des jeunes sans emploi sont tentés de se tourner vers des activités illicites et la criminalité pour subvenir à leurs besoins. La perception du Jeune Nigérien étant que l'État ne fait pas suffisamment pour qu'il s'en sorte et exprimant clairement la défaillance de l'Etat dans sa capacité à garantir l'équité et la justice sociale (Parole des jeunes - CAPEG 2018).

Face à ces défis, l'État du Niger, par le biais de sa Politique Nationale de Jeunesse (PNJ 2023-2032), encourage la participation politique et l'engagement civique des jeunes en valorisant le capital humain qu'ils représentent. Cependant, les résultats de l'étude PEACE menée par Mercy Corps en 2021 sur la participation des jeunes à la gouvernance montre que cette participation et cet engagement sont entravés par le manque d'espaces d'échanges et d'expression pour les jeunes, qui pourraient être une force de proposition dans les processus de consolidation de la paix et de développement socioéconomique. Consciente que l'État ne peut pas combler à lui seul les déficits en termes de richesse et de sécurité, l'étude PEACE recommande de s'adresser aux organisations de la société civile et de renforcer leur rôle dans la prévention et la résolution des conflits en améliorant les mécanismes de coordination entre les organisations de la société civile et les autorités locales afin de promouvoir des alternatives de vie permettant de rompre le cycle de la pauvreté et de la violence. Mercy Corps expérimente déjà ces résolutions à travers son soutien aux Initiatives Locales de Paix, le renforcement des capacités des OSCs locales qui contribuent à asseoir des dispositifs locaux durables de consolidation de la paix.

En outre, les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme YouthAct par Mercy Corps et CercleDev, en partenariat avec UNPBF et la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), ont mis en évidence que les jeunes expriment fréquemment leur frustration quant à leur faible influence sur la gouvernance, malgré leur représentativité numérique. Cette situation révèle un déficit tangible d'engagement politique et civique des jeunes, ainsi que l'absence d'initiatives formelles de paix dirigées par la jeunesse. Par ailleurs, dans la société nigérienne, l'importance accordée au rôle des aînés dans la gouvernance et la résolution des conflits tend à exclure les jeunes des structures de gouvernance officielles et informelles où ils pourraient faire valoir leurs besoins et leurs perspectives.

Les consultations communautaires (Mercy Corps et CercleDev, 2023) dans les villes de Niamey et Maradi ont confirmé que les jeunes font actuellement face à un manque d'opportunités économiques et à un manque d'engagement dans les initiatives visant à promouvoir la paix et à participer aux processus politiques au niveau des collectivités locales. Cette situation les pousse à adopter des comportements nuisibles qui les exposent davantage à l'extrémisme violent et qui affaiblissent la cohésion sociale. Les quartiers défavorisés de Niamey et Maradi sont particulièrement touchés, car ce sont des zones d'accueil où principalement les jeunes se rassemblent, et où la mauvaise gouvernance au niveau des autorités locales ainsi que les frustrations des jeunes entraînent des actes de violence et de criminalité.

D'un côté, les jeunes hommes sont fréquemment stigmatisés en raison de leurs activités violentes ou criminelles, et ils font l'objet d'un recrutement actif par des groupes armés non étatiques. D'un autre côté, les femmes et les filles sont particulièrement marginalisées en raison des normes de genre qui renforcent les relations de pouvoir. Elles sont exclues des processus décisionnels, assignées à des rôles traditionnels et ne sont pas encouragées à participer activement à la vie de leur communauté. Le taux élevé de mariages précoces, avec 76,3% des femmes de 20 à 24 ans mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans, ainsi que la faible représentation des femmes au parlement, témoignent des inégalités persistantes (UN Women).

Par ailleurs, malgré les risques mis en lumière par l'analyse effectuée par Mercy Corps à la suite du coup d'État du 26 juillet, il est également remarqué une certaine propension des jeunes vers un engagement civique, en accord avec leurs aspirations de catalyseurs du changement. Cette inclination se manifeste par l'organisation de veilles citoyennes, de rassemblements, de manifestations pacifiques et de débats publics visant à sensibiliser l'ensemble de la population. À la fois à Niamey et à Maradi, cette mobilisation de la jeunesse, issue des quartiers périphériques, témoigne d'une détermination marquée à participer activement aux processus politique et citoyen actuels et futurs, afin de ne plus être exclue des prises de décision qui affectent la vie nationale.

Pour réaliser une gouvernance véritablement inclusive, il est essentiel de changer les perceptions négatives à l'égard des jeunes, en encourageant leurs aspirations de catalyseurs du changement, et de leur donner une réelle opportunité d'influencer les décisions au sein de leurs communautés. En s'appuyant sur leur expertise et expérience passée, Mercy Corps et CercleDev proposent une approche visant à renforcer la participation politique et l'engagement civique des jeunes au Niger. Cette approche repose sur l'implication active des jeunes hommes et femmes dans la promotion de la paix et la gouvernance locale, en favorisant le dialogue pour promouvoir des alternatives de vie durables et pacifiques. Dans les contextes urbains de Niamey et de Maradi, ces discussions ont lieu dans divers espaces, allant des rassemblements de jeunes (fadas) aux organisations locales de la société civile, en passant par les réseaux sociaux et les structures de gouvernance.

- b) Une brève description de la façon dont le projet s'aligne avec / soutient **les cadres stratégiques** gouvernementaux et des Nations Unies **existants**⁹, et comment il garantit **l'appropriation nationale**. Si ce projet est conçu dans un pays PRF, décrivez comment l'objectif principal fait progresser un objectif stratégique pertinent identifié par le processus d'éligibilité.

ECiP-Jeunes s'aligne à (au) :

- Plan Développement Économique et Social (PDES) 2022- 2026 notamment à l'Axe 2 : "Consolidation de la gouvernance, paix et sécurité...",
- Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ 2023-2032) dans son axe stratégique 1 : Participation politique et engagement civique des jeunes qui promeut le renforcement de la participation politique des jeunes, la promotion de la participation des Jeunes à la construction de la paix et au renforcement de la sécurité et le renforcement de l'engagement civique et citoyen des jeunes.
- Politique Nationale Genre Niger notamment en son axe 1, Amélioration de l'environnement socioculturel en lien avec la démographie, la paix et la sécurité pour plus d'équité entre les hommes et les femmes,
- Cadre stratégique de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) à son axe stratégique 1 : "Renforcer la résilience des communautés dans les zones à risques" et en particulier à l'objectif spécifique 2 qui est le renforcement de la résilience économique

⁹ Y compris les stratégies et engagements nationaux en matière de genre et de jeunesse, tels qu'un plan d'action national sur 1325, une politique nationale de la jeunesse, etc.

- Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent à travers son axe stratégique 1 : Atténuation des facteurs propices à la radicalisation et de l'extrémisme violent et son axe stratégique 3 : Développement de la résilience des populations face à la radicalisation et à l'extrémisme violent.
- Plan de réponse humanitaire du Niger notamment à l'objectif stratégique 3 (OS3): Renforcement de la résilience des ménages des groupes les plus vulnérables;
- Cadre de Résultats Stratégiques du PBF au Niger, 2021-2025 ainsi qu'aux axes de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel : la gouvernance, la résilience et la sécurité ;
- Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2023-2027) qui vise le renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux et en soutenant les efforts nationaux pour atteindre les objectifs de développement durable.

L'ensemble des Ministères et institutions étatiques auxquelles le projet ECiP sera présenté, seront engagés dans la bonne réalisation des interventions de ce projet. La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix, qui dépend directement de la Présidence de la République du Niger, est Maître d'Ouvrage dans l'exécution de projet. Les institutions, au niveau de chaque localité et les services techniques, en fonction de leur expertise, seront sollicités pour appuyer la mise en œuvre.

ECiP-Jeunes maintiendra des consultations avec le secrétariat technique PBF et d'autres organisations pertinentes au démarrage du programme sur l'appropriation nationale/locale du projet dans le contexte d'instabilité politique et sécuritaire du Niger. Il s'appuiera sur les succès passés des projets de l'UNPBF au Niger, en gardant à l'esprit les leçons apprises, notamment en travaillant principalement au niveau des communautés locales pour influencer les attitudes, les comportements et les relations sociales, et il fournira un soutien spécifique à l'âge et au sexe des jeunes. Il s'appuiera également sur les enseignements tirés du programme AILP, qui accorde des subventions aux associations de jeunes pour changer avec succès les perspectives concernant l'extrémisme violent au Niger, au Burkina Faso et au Mali.

- c) Une brève explication de la façon dont le projet comble les lacunes stratégiques et financières et complémente toute autre intervention pertinente, financée par le PBF ou autrement. Fournissez également un **bref résumé des interventions existantes** dans le secteur de la proposition en remplissant le tableau ci-dessous.

Le projet ECiP-Jeunes est en complémentarité avec les programmes de consolidation de la paix, précédents, existants et futurs, particulièrement dans la ville de Niamey et les régions de Maradi. La complémentarité tiendra au partage des connaissances acquises, la diffusion des meilleures pratiques et des résultats de recherches supplémentaires liées à la gestion des conflits et à la participation politique et engagement civique des jeunes. Le programme complète et consolide les acquis des divers projets et programmes mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Orientation du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
-----------------------	--------------------	-----------------------	---

PRCSONE Janvier 2022- décembre 2024 HACP	Union Européenne USD 1268502	Renforcement de la cohésion sociale dans la bande Sud- Ouest du Niger, frontière avec le Nigeria dans le département de Madarounfa et Guidan Roundji	Ecip Jeunes accompagnera de son côté l'autonomisation des jeunes et à travers les activités génératrices de revenue et renforcement de la résilience, leur renforcement des capacité
Renforcement de la résilience de la communauté de la zone frontalière du Nigeria de Doutchi à Madarounfa Janvier 2023 – décembre 2025 HACP	Agence Française de Développement t (AFD) USD 12.649.380	Renforcement de la résilience de communautés à travers des activités de renforcement de la cohésion sociale :	Le projet viendra en complémentarité à cette intervention en développant un volet autonomisation économique des jeunes (activités génératrices de revenus, renforcement de leur résilience et de leurs capacités) qui constitue un important maillon de stabilité sociale. Le partage d'expériences sur les approches de cohésion sociale sera également une source de complémentarité.
Youth Connect (YC) Niger (Maradi et Tillabéri) and Burkina Faso Janvier 2020 – décembre 2025 Mercy Corps	USAID 35 500 000 USD	L'objectif de YC est d'améliorer l'accès des jeunes vulnérables aux opportunités économiques et sociales stratégiques au Niger.	Cette intervention se fait une zone non couverte par le projet Ecip Jeunes mais la complémentarité sera thématique, notamment sur les échanges d'expériences en matière d'accompagnement des jeunes entrepreneurs.
Activities in Livelihoods and Energy Access for Refugees (ALHERI 2) Phase 2 : de septembre 2021 à août 2022 et Phase 2 : septembre 2022 à août 2023	Bureau, Populations, Réfugiés et Migrations (BPRM) - United States Department of State \$ 770 000	L'objectif de ce projet est l'assistance aux réfugiés et populations hôtes pour la création de moyens de subsistance.	Cette intervention se fait dans la même zone que le projet Ecip Jeunes. La complémentarité sera à la fois thématique (notamment sur les échanges d'expériences en matière d'accompagnement des jeunes) et géographiques (nous chercherons à éviter les doublons et cofinancer des activités)

<p>Feed de Future Innovation Lab Livestock System (LSIL) Mercy Corps Novembre 2021 à septembre 2025</p>	<p>ILRI (International Livestock Research Institute)</p>	<p>Intensification de l'élevage de basses cours à travers des recherches et conseils de base pour accroître les connaissances et les revenus des petits éleveurs.</p>	<p>Dans l'accompagnement des jeunes porteurs de projets d'élevage, Ecip Jeunes fera en sorte que ces jeunes bénéficient des résultats de recherche et de la formation/appui technique innovants. Ecip Jeunes pourrait également cofinancer des projets de jeunes.</p>
<p>DRR -Maradi (mai 2021 – avril 2025)</p>	<p>ECHO \$ 1 008 654</p>	<p>Renforcement de la préparation de l'alerte et de la réponse en cas de chocs multirisques dans les zones fragiles afin d'assurer une réponse locale la plus rapide possible, au Niger</p>	<p>La complémentarité tient au fait que cette intervention offre au projet Ecip Jeunes la possibilité de recadrer ses activités en fonction des niveaux d'alerte dans les différentes zones.</p>
<p>Résilience et stabilisation des communautés dans le nord de Zinder UNFPA HCDH APBE 2024-2025</p>	<p>PBF \$2 000 000</p>	<p>Résilience et stabilisation des communautés dans le nord de Zinder (prévention des conflits agriculteurs-éleveurs intégrant les aspects de sécurité climatique/ changement climatique</p>	<p>Des mécanismes de collaboration sont envisagés pour la mise en œuvre de ce projet qui se focalise sur la prévention des conflits agriculteurs-éleveurs intégrant les aspects de sécurité climatique/ changement climatique. ECiP-Jeunes développera les échanges d'expérience sur les renforcera ce projet à travers ses outils numériques</p>
<p>Renforcement des mécanismes de sécurité communautaire, de gouvernance COOPI-OIM 2024-2025</p>	<p>PBF \$2 000 000</p>	<p>Renforcement des mécanismes de sécurité communautaire, de gouvernance et prévention des conflits liés aux ressources minières à Agadez, trafics et consommation des drogues</p>	<p>Des mécanismes de collaboration sont envisagés pour la mise en œuvre de ce projet qui se focalise sur les mécanismes de sécurité communautaire, de gouvernance et de prévention des conflits. ECiP-Jeunes développera les échanges d'expérience sur les outils numériques.</p>

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

- a) Une brève **description de l'orientation stratégique et de l'approche du projet** - Décrivez l'objectif primordial du projet, la stratégie de mise en œuvre et la manière dont il traite les causes ou les facteurs de conflit décrits dans la section I (doit être sensible au genre et à l'âge).

La mise en œuvre du projet ECiP-Jeunes est guidée par l'approche "Communities Acting Together to Advance Linkages Yielding Social Engagement - CATALYSE¹⁰" de Mercy Corps, une méthodologie de mobilisation en huit étapes qui aide les communautés à identifier et à s'organiser autour des priorités, à obtenir des ressources, à mettre en œuvre des projets et à influencer les dirigeants. Le projet ECiP-Jeunes réadapte cette approche pour favoriser la participation des jeunes aux processus politiques inclusifs et élargir l'espace civique pour leur permettre de s'impliquer de manière solidaire et durable dans les villes de Niamey et de Maradi. Elle encourage l'émergence et la promotion d'une nouvelle génération de jeunes Nigériens qui sont pleinement intégrés dans la société, actifs sur le plan socio-économique, engagés politiquement et capables de stimuler les initiatives de paix.

Ainsi, le projet créera un environnement propice à la consolidation de la paix et à l'autonomisation des jeunes filles et garçons au Niger en renforçant les capacités des jeunes, en soutenant les organisations de jeunes, en développant l'engagement civique pour la paix et en favorisant la participation des jeunes au dialogue et aux processus décisionnels.

Le projet apportera un soutien technique et financier aux initiatives durables et inclusives des associations et organisations des jeunes. Il contribuera à élargir l'espace civique en favorisant l'influence des jeunes dans la gouvernance, en renforçant leur rôle dans la construction de consensus locaux et en renforçant leur plaidoyer en matière de planification de la paix aux niveaux local, régional et national. Une collaboration est envisagée avec le Haut-Commissariat nigérien à l'Informatique et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication (HC/NTIC) pour appuyer techniquement le volet médias sociaux. Les municipalités urbaines de Niamey et de Maradi appuieront aussi l'organisation des activités de promotion de la paix et d'engagement civique autour des Maisons de la Jeunesse et de la Culture.

Les organisations dirigées par des jeunes (âgés de 15 à 35 ans) seront ciblées par des financements des microprojets de promotion de la paix dont 35 % seront consacrés aux organisations dirigées par des jeunes filles/femmes et visant le renforcement de l'inclusion sociale à la gouvernance et la prise en compte de la dimension Genre.

Prenant en compte les leçons apprises du projet d'Appui aux Initiatives Locales de Paix, mis en œuvre par Mercy Corps en partenariat avec UNPBF dans la région de Tillabéri, l'outil de financement à mettre en place comme les critères de sélection des projets seront flexibles, avec un processus simplifié permettant d'adapter les activités aux aspirations des jeunes.

¹⁰ <https://www.mercycorps.org/research-resources/catalyse-communities-acting-together>

b) Fournissez une « **théorie du changement** » au niveau du projet -

La théorie du changement (TdC) du projet ECiP-Jeunes repose sur les hypothèses suivantes :
SI les jeunes filles et garçons entreprennent des initiatives qui renforcent leur engagement civique pour la consolidation de la paix, une citoyenneté responsable et sont impliqués dans la gouvernance locale,

SI le potentiel de leadership des jeunes est reconnu et que les autorités perçoivent les jeunes comme des catalyseurs du changement, politiquement engagés et leur font confiance,

ALORS les jeunes contribueront efficacement à la consolidation de la paix dans leurs communautés et joueront un rôle actif dans la gouvernance locale et la promotion des droits humains.

PARCE QUE cette combinaison d'engagement civique, de reconnaissance du leadership, de participation politique et de confiance des autorités crée un environnement propice à l'efficacité de leur action pour la paix et leur influence dans la gouvernance locale.

ECiP-Jeunes s'appuie sur les hypothèses selon lesquelles, les jeunes sont catalyseurs du changement. Ceux des quartiers défavorisés de Maradi et Niamey ont des motivations pour une participation et un fort engagement politique et civique. Les autorités ont la volonté de créer un environnement protecteur et valorisant les aspirations des jeunes dans les villes de Niamey et Maradi. Les associations de jeunes, compte tenu de leur ancrage communautaire, sont les mieux placées pour promouvoir l'engagement des jeunes dans les activités de paix et de gouvernance des collectivités locales et d'influencer les décisions. Par une gouvernance inclusive, les jeunes des zones cibles sont mieux placés pour analyser les facteurs qui entravent leur participation aux actions de paix et de gouvernance et proposer les meilleures stratégies qui leur permettent de renforcer leur participation. ECiP-Jeunes s'appuiera sur ces dispositifs communautaires pour atteindre les objectifs de renforcement de l'engagement de jeunes.

d) Fournir une description narrative des principales composantes du projet

ECiP-Jeunes mettra en œuvre des activités dans le cadre de deux résultats principaux :

Résultat 1: Renforcer la participation et l'engagement politiques des jeunes en faveur de la consolidation de la paix à travers leur inclusion dans les mécanismes locaux de gouvernance. Ce résultat vise à établir des interactions durables entre les organisations de jeunes filles et garçons et les autorités locales, afin que les jeunes et les femmes soient perçus comme des acteurs de changement et intégrés dans les processus de gouvernance locale.

Pour atteindre ce résultat, ECiP-Jeunes renforcera les capacités de 14 associations de jeunes (filles et garçons) en matière de plaidoyer pour une gouvernance inclusive en favorisant les consultations et les sensibilisations des communautés (**Produit 1.1**). Le projet s'appuiera sur ces 14 organisations de jeunes filles et garçons existantes dans les quartiers ciblés et ayant des champs d'action couvrant le domaine de la consolidation de la paix. Un travail de cartographie sera effectué au niveau de 7 quartiers dont 4 à Niamey et 3 à Maradi au début du projet pour

identifier les associations les plus actives. Mercy Corps se basera sur l'expérience du projet AILP pour procéder à l'identification des structures des jeunes. Cette identification se fera en étroite collaboration avec les services techniques régionaux et communaux de la jeunesse. Au niveau de chaque commune urbaine et quartier 14 associations des jeunes filles et garçons (dont au moins 7 associations de jeunes filles) seront mieux préparées à conduire des actions de plaidoyer pour l'inclusion des jeunes filles et garçons dans la gouvernance des collectivités, ces structures bénéficieront d'activités de formation sur les techniques de plaidoyer et de communication non violente responsable. 56 membres des associations des jeunes garçons et filles seront formés. Ces associations vont bénéficier également d'actions de renforcement organisationnel pour mieux coordonner les activités des associations membres. Au total, chacune des 14 associations bénéficieront de 12 séances de renforcement organisationnel qui seront animés par Mercy Corps et CercleDev qui disposent de compétences dans ce domaine. A la suite de ces formations, elles seront accompagnées par ECiP-Jeunes et les municipalités dans la conduite de consultations communautaires permettant aux jeunes (filles et garçons) des quartiers d'exprimer leurs idées de projet à intégrer dans les prochains plans d'actions des communes. Chacune des associations conduira dans son quartier une consultation communautaire qui regroupe pendant deux jours au moins cent (100) participants. A travers ces consultations communautaires, les structures des jeunes seront appuyées par ECiP-Jeunes dans l'élaboration de projets et de messages de plaidoyer qui seront proposés aux élus lors des ateliers de plaidoyer.

Enfin, pour favoriser l'appropriation des plans d'actions des plateformes par les jeunes des zones d'intervention, les plateformes vont élaborer des messages de sensibilisation et dérouler des séances de sensibilisation des jeunes sur la participation citoyenne aux processus politiques et la gouvernance des collectivités locales. Les sensibilisations permettront également de vulgariser auprès du grand public les projets de plaidoyer et les plans d'action des plateformes. Elles se feront à travers des sensibilisations dans les quartiers, les radios locales et les différentes plateformes numériques existantes (réseaux sociaux). Les messages spécifiques à ces thématiques seront diffusés à travers les plateformes telles que U-Report du Conseil National de la Jeunesse du Niger (CNJN) Facebook et les groupes WhatsApp de jeunes afin de toucher le grand public. En plus des réseaux sociaux, au moins six (6) émissions radios seront diffusées par chacune des 14 associations de quartier. Le Haut-Commissariat à l'Informatique et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (HC/NTIC) apportera son appui technique, le suivi de l'audience et le respect de l'éthique. Le Conseil National de la Jeunesse du Niger (CNJN) appuiera la vulgarisation et l'utilisation de U-Report, une plateforme permettant aux jeunes de se rassembler et de faire entendre leur voix sur des enjeux qui les concernent. Cet outil est déjà en cours d'utilisation par plusieurs organisations dont l'UNICEF pour donner la parole aux enfants et jeunes au Niger et dans plusieurs autres pays.

Les plans d'action et projets de plaidoyer issus des consultations communautaires seront utilisés par les plateformes comme matériel de plaidoyer pour engager avec les autorités régionales/communales le dialogue politique sur la participation des jeunes dans la gouvernance locale (**Produit 1.2**). Les plateformes/associations vont organiser des ateliers de plaidoyer avec les autorités locales et l'objectif sera d'obtenir d'elles des engagements en ce

qui concerne l'intégration des projets des jeunes dans les priorités des collectivités locales. Durant ces ateliers qui regrouperont 140 personnes pendant deux jours, les jeunes échangeront avec les autorités sur les modalités de collaboration pour une plus grande implication dans la gouvernance locale. A la suite des ateliers de plaidoyer, les jeunes tiendront avec l'appui du CNJN et des autorités locales des Conseils communaux extraordinaires des jeunes. Au total 14 conseils extraordinaires seront organisés dans les 7 communes touchées par le projet, soit deux conseils par commune. Cette initiative qui cherche à asseoir un cadre d'échange permanent entre les plateformes des jeunes et les autorités locales permettra d'assurer le suivi des recommandations issues des ateliers de plaidoyer. Le plaidoyer portera aussi sur la pérennisation de ce mécanisme de collaboration par son intégration dans le plan d'action des communes/quartiers. A l'issue des ateliers de plaidoyer et des conseils communaux extraordinaires, les contenus des échanges seront partagés avec les jeunes via les plateformes numériques (U-Report, Groupes WhatsApp Facebook, etc.).

Résultat 2 : Promouvoir et renforcer la participation citoyenne, les espaces civiques et les initiatives locales de paix des jeunes et des femmes.

Ce résultat complète le résultat 1 en mettant l'accent sur les actions au niveau communautaire pour renforcer l'engagement civique des jeunes en faveur de la paix. ECiP-Jeunes s'appuiera sur les espaces civiques des jeunes (Maisons de la Jeunesse et de la Culture-MJC) et les dispositifs communautaires (associations de quartiers, fadas) existants pour développer des actions de consolidation de paix au niveau communautaire. Il s'agira de renforcer et protéger les espaces civiques des jeunes en vue d'une participation active des jeunes à la consolidation de la paix (**Produit 2.1**). ECiP-Jeunes appuiera la réhabilitation et l'équipement de sept (7) Maisons de la Jeunesse et de la culture (Matériel sono, chaise, table outil de communication, mise en place d'espaces numériques) existant dans les 7 communes ciblées. Les équipements permettront aux jeunes et aux femmes des quartiers de disposer d'un cadre d'information et d'expression sur les questions de politiques et la citoyenneté. Pour assurer la durabilité des espaces civiques, les structures de gestion de ces espaces bénéficieront d'actions de renforcement organisationnel (formation des 70 membres comités de gestion des infrastructures sur la mobilisation et gestion des ressources, entretien des infrastructures). ECiP-Jeunes appuiera les MJC à mieux jouer leur rôle dans la consolidation de la paix en les appuyant dans l'élaboration de programmes d'activités de consolidation de la paix. A travers le CNJN, les leaders des organisations et associations des jeunes seront associés dans l'élaboration des programmes d'activités des MJC qui intègrent des activités socioculturelles telles que les théâtres forum, les projections de films, les projections-débats, les spectacles, les cercles de discussion, les sketches, etc. Toutes ces activités vont se dérouler dans l'enceinte des MJC. Les types et les nombres d'activités socio culturelles seront déterminés par chaque MJC en fonction des spécificités des quartiers et le projet apportera un soutien matériel et financier (à travers un montant forfaitaire par MJC) pour soutenir ces initiatives. Les jeunes vont utiliser les réseaux sociaux pour la mobilisation du public autour des activités socioculturelles initiées par les MJC.

ECiP-Jeunes appuiera les initiatives locales de paix et de promotion de l'engagement politique des jeunes (**Produit 2.2**) à travers la mise en place d'un mécanisme de financement flexible à destination des organisations des jeunes. Un financement compris entre \$2.500 et \$10.000 sera accordé aux organisations pour une durée de projet de maximum 10 mois renouvelables une

fois selon la performance de la structure. Environ 20 projets seront financés par Ecip-Jeunes et exécutés par les organisations/associations locales. Cercle Dev assurera l'accompagnement de proximité aux organisations de jeunes ainsi que le suivi de la mise en œuvre des projets des jeunes. Mercy Corps réalisera une analyse conjointe des besoins en matière de promotion de la paix, de renforcement de l'engagement politique des jeunes existants et d'autonomisation économique des jeunes, sous forme d'un atelier de lancement par commune/quartier avec l'ensemble de ces acteurs. Cette analyse débouchera sur une identification des gaps à combler et une priorisation des thématiques pouvant être financées par le projet. Ainsi, les spécificités des problématiques prenant en compte l'existant et le contexte seront prises en compte par commune. Un appel à proposition sera ensuite ouvert pour recueillir les idées de projets des organisations communautaires de base (notes conceptuelles). Les propositions de projets jugées pertinentes pour faire progresser la situation de paix, réduire les conflits et promouvoir l'engagement politique et l'autonomisation économique des jeunes seront appuyés. Un comité pour la sélection des candidats sera mis en place dans chaque commune. Il sera inclusif et intégrera l'ensemble des parties prenantes, dont l'équipe de projet Mercy Corps et les autorités locales, régionales (si pertinentes en fonction des projets proposés). Pour la présélection des notes conceptuelles, Mercy Corps et le comité de sélection s'assureront que les projets proposés correspondent bien aux objectifs du présent projet et évalueront leurs effets/impacts en matière d'amélioration de la situation de paix et de renforcement de l'engagement politique des jeunes et leur autonomisation économique. Les critères de sélection seront définis en concertation avec le comité de pilotage incluant PBF et les autorités nationales. Ils porteront sur : la dimension jeunesse, paix, genre, l'innovation, l'inclusion et la participation des différentes couches et groupes au niveau communautaire, l'analyse préalable du problème et la recherche de solutions adaptées et collectives, l'efficacité des coûts, le nombre de personnes touchées. Les organisations sélectionnées seront invitées à participer à des ateliers communaux de partage et de présentation de leurs projets. Cette rencontre d'information des organisations sur les standards attendus de performance sera couplée avec la formation des organisations en analyse et gestion des conflits et promotion de l'engagement politique. À la suite de l'atelier, l'équipe du projet continuera à accompagner le porteur de manière individualisée jusqu'à finalisation de la proposition complète qui sera validée par le comité de sélection. Une fois le projet validé, la phase de contractualisation et d'allocation des fonds pourra démarrer (six mois après le démarrage du projet). Les projets soutenus intègrent tous un volet autonomisation économique des jeunes et des femmes et Mercy Corps fera en sorte que les projets des femmes prennent au moins 60% du budget. ECiP-Jeunes mettra en œuvre des activités de renforcement des capacités, incluant la mobilisation et la gestion efficace des ressources pour pérenniser l'action. Enfin, le projet mettra sur la capitalisation pour faire le lien avec les expériences antérieures et tirer les leçons de ce projet d'engagement politique et civique des jeunes, mis en œuvre en zone urbaine au Niger. Dans la perspective de favoriser les échanges d'expériences et de leçons apprises entre les associations des jeunes issues des régions de Niamey et de Maradi, un groupe WhatsApp sera créé et animé par les contributions de tous, sous le leadership de Mercy Corps et Cercle Dev.

Utilisez l'annexe C pour lister tous les résultats, produits et indicateurs.

e) **Ciblage du projet –**

Le projet ECIP-Jeunes interviendra dans les régions de Maradi et de Niamey dans les deux chefs-lieux de région : régions de Niamey (quartiers Niamey 2000 (commune 4), Kirkisoye (commune 5), Koira tegui(commune 2) Gabagoura (commune 1) et de Maradi (quartiers de Ali Dan Sofo, Zaria, et Gao). Le choix de ces quartiers est dicté par le nombre élevé des jeunes déplacés, le nombre élevé des actes de violence et criminalité rapportés, la présence des structures de jeunes, etc. Les efforts seront concentrés dans ces quartiers périphériques qui regroupent un grand nombre de jeunes qui ont besoin d'encadrement dans les questions d'engagement politique et de gouvernance locale, de participation citoyenne, de paix, de cohésion sociale et de l'utilisation des réseaux sociaux.

Les principales cibles du projet sont les jeunes (filles, garçons, hommes et femmes) âgés de 18-24 ans et 25-34 ans des six quartiers de Niamey et Maradi qui sont membres des plateformes ou des Organisations de jeunesse. Les activités de Ecip Jeunes profiteront directement à 56 responsables des plateformes de jeunes, 2100 personnes issues des quartiers de Niamey et de Maradi qui bénéficieront des actions de consultation communautaire, de sensibilisation et des projets de paix et les activités socioculturelles mis en œuvre respectivement par les associations locales et les MJC. 140 personnes dont 70 élus locaux et 70 membres des plateformes des jeunes participeront aux actions de plaidoyer sur l'engagement civique et la participation politique des jeunes. Au moins 700 jeunes bénéficieront des activités d'autonomisation économiques soutenues par les OSCs via leurs projets de paix. La sélection des participants au projet sera inclusive en tenant compte des sensibilités et des groupes marginalisés et dans le respect des principes de protection et de NE PAS NUIRE. Pour ce faire, avant la mise en œuvre de toute activité un mécanisme communautaire de retour d'information sera mis en place avec des canaux adaptés, simples et gratuits dans la zone d'intervention. La sélection sera participative et basée sur les deux étapes principales mentionnées ci-dessous :

- Identification des plateformes ou des structures formelles et informelles des jeunes femmes et hommes dans les localités cibles du projet par Mercy Corps, Cercle Dev, les collectivités et les services techniques ;
- Enfin, la sélection des 14 structures des jeunes qui répondent aux critères prédéfinis.

Le projet créera des espaces civiques citoyens dans ces quartiers (au tour des MJC) pour accueillir et faciliter le travail avec les plateformes et les organisations des jeunes dans le respect de l'âge et de l'inclusion du genre.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre** – indiquez les agences bénéficiaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifier qui est l'agence chef de file, et expliquer ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes. Veuillez remplir le tableau ci-bas pour chaque organisation bénéficiaire du projet.

Le projet sera exécuté par Mercy Corps avec pour partenaire de mise en œuvre l'ONG CercleDev, sur la base d'un accord de sous-subvention. ECiP-Jeunes met à profit l'expérience, l'expertise et les leçons apprises de Cercle Dev dans la mise en œuvre de programmes de promotion de la gouvernance locale et d'accompagnement des jeunes désœuvrés dans la ville de Niamey et Mercy Corps en matière de mise en œuvre de programmes visant la paix et la cohésion sociale, le développement communautaire basé sur le renforcement des capacités des jeunes et la gestion des conflits au Niger, en particulier dans la région de Maradi.

La conception de ECiP-Jeunes a aussi été nourrie par nos consultations auprès des communautés, des jeunes et des autorités locales et régionales, et est soutenue par un ensemble d'acteurs couvrant les secteurs techniques, comprenant le Ministère et le Conseil National de la Jeunesse.

<i>Organisation bénéficiaire</i>	<i>Budget total dans l'année précédente</i>	<i>Sources principales du budget (donateurs etc.)</i>	<i>Emplacement des bureaux dans le pays</i>	<i>Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)</i>	<i>Experts techniques existants pertinents au projet</i>
<i>Organisation de convocation : Mercy Corps</i>	\$512 millions	USAID, DFID, FCDO, AFD, SIDA, Nations Unies, Union Européenne	Etats Unis : Siège principal : Portland, OR Autre bureau : Washington, DC	5 351	Expert en Paix et Conflits ; Expert en Youth Empowerment ; Expert en Genre
<i>Partenaires d'exécution :</i>					
<i>Organisation bénéficiaire : Mercy Corps Niger</i>	\$45 millions	AFD, USAID, PATRIP FoundationEC HO UNPBF SRF OPP FCDO	Niamey, Abala, Filingue, Tillabéri, Maradi, Tahoua	154	Experts en Paix & Conflits ; Expert en engagement des jeunes, Expert régional ; Responsable MEL
<i>Partenaires d'exécution :</i>					
<i>Organisation bénéficiaire : Cercle Dev</i>	\$319965	PplM, ZFD/GIZ, Oxfam, EIRENE SAHEL, USAID à travers Mercy Corps,	Tillabéri, Niamey, Agadez	16	Expert CVE et GNVC. Spécialiste engagement des jeunes et autonomisation de la jeune fille, bénévoles
<i>Partenaires d'exécution :</i>					

- b) **Gestion et coordination du projet** – Indiquez l'équipe de mise en œuvre du projet, y compris les postes et les rôles et expliquez quels postes doivent être financés par le projet (à quel pourcentage). Indiquez explicitement comment l'équipe de mise en œuvre

du projet garantira une expertise suffisante en matière de genre ou de jeunesse. Expliquer les modalités de coordination et de supervision du projet et assurer le lien avec le Secrétariat du PBF s'il existe. Remplissez la liste de contrôle de la préparation à la mise en œuvre du projet à **l'annexe A** et joignez les mandats clés du personnel.

Les équipes pays de Mercy Corps et celles de son partenaire de mise en œuvre CercleDev seront chargées de coordonner la mise en œuvre du projet dans les deux zones cibles (Niamey, Maradi).

Un responsable de projet (Programme Manager) sera recruté et basé à Niamey. Il/elle sera assisté(e) de deux chargés de projet ; un basé à Niamey (agent de Cercle Dev) et un à Maradi (Agent de Mercy Corps). Un agent Suivi et Évaluation basé à Niamey coordonnera les activités de suivi du projet à Niamey qui sera épaulé par le coordinateur Suivi et évaluation pour les activités de la zone de Maradi. La gestion financière du programme sera coordonnée par le bureau pays de Mercy Corps à Niamey.

Chaque composante du projet aura un superviseur et des facilitateurs. Le processus de recrutement de l'équipe du projet suivra les procédures du Mercy Corps et tiendra compte de l'équilibre entre les sexes. Le personnel clé des bureaux pays, comprenant le Directeur de pays, Directeur des programmes, Directeur adjoint des programmes, Gestionnaire des subventions, Directeur financier, Directeur des opérations, Directeur des ressources humaines, le Spécialiste Paix et Bonne Gouvernance, consacra en moyenne 10% de son temps à la gestion de ce projet, y compris la supervision de la mise en œuvre, la gestion des ressources humaines, l'administration, les achats et le soutien direct aux bureaux de terrain. L'équipe apporte son soutien aux équipes du projet en fournissant l'expertise requise en matière de gestion et d'appui technique pour garantir la conformité et l'excellence du programme. Elle effectuera des visites périodiques sur le terrain pour assurer un démarrage rapide, la qualité technique de la mise en œuvre, l'adhésion au suivi et à l'évaluation, et la conformité financière et fournira également un retour d'information pour améliorer les résultats attendus.

Le secrétariat technique PBF accompagnera la mise en œuvre du programme et visitera le programme pour en assurer la conformité. Et aussi en plus du comité de pilotage mis en place par UNPBF et regroupant l'ensemble des parties prenantes (Etat, UNPBF, Mercy Corps, Cercle Dev, CNJN, HC/NTIC, autres ONGs, groupe cible) Ecip Jeunes mettra en place des comités communaux pour le suivi rapproché du projet. La collaboration avec le HC/NTIC et le CNJN dans le cadre de mise en œuvre de ce projet, sera encadrée par un protocole d'accord.

Titre	Brève description du rôle	% financé par le projet
-------	---------------------------	-------------------------

Directeur pays – Burkina Faso et Niger	Le directeur pays a la responsabilité globale des programmes et des opérations de Mercy Corps dans le pays. Il dirige la coordination avec les autres donateurs, les agences internationales, les ONG et le gouvernement et assure l'intégration des approches de programmation innovantes de Mercy Corps dans le programme.	5%
Directeur des programmes Niger - Burkina Faso	Il assiste le Directeur Pays et est responsable de la supervision stratégique et du contrôle qualité des programmes de Mercy Corps.	5%
Directeur adjoint des programmes - Niger	Il assure la coordination générale du projet et appui technique aux équipes de projet et aux partenaires. Il assure également les relations avec les partenaires institutionnels du projet.	5%
Spécialiste Paix et Bonne Gouvernance	Le Spécialiste Paix et Bonne Gouvernance contribue à la planification stratégique et au suivi de la mise en œuvre des programmes visant à promouvoir la cohésion sociale ainsi que la gouvernance locale plus inclusive, participative au Niger.	10%
Responsable du projet Ecip Jeunes	Il/Elle aura pour tâche de superviser l'ensemble du programme et d'assurer l'interface avec le bailleur. Il/Elle sera garant de la cohérence inter pays, de l'atteinte globale des objectifs et résultats du programme, de l'efficacité. Il/Elle sera basé(e) à Niamey.	100%
Officier Suivi-Evaluation	Il/Elle travaillera en étroite collaboration avec le Responsable de Projet et les Officiers programme de Mercy et ceux du partenaire de mise en œuvre pour assurer le suivi-évaluation et apprentissage du programme pour l'ensemble des deux régions. Il/Elle veillera à une bonne intégration de ce projet dans les politiques régionales et locales et les initiatives et projets en cours durant la période de mise en œuvre du projet. Il/Elle sera basé(e) à Niamey.	100%
Officiers du projet (2)	Ils/elles coordonnent le suivi avec le partenaire de la mise en œuvre des activités. Ils organiseront avec l'appui du Responsable de projet et du comité de pilotage, les rencontres de coordination au niveau pays. Ils coordonnent le lancement du programme et le suivi administratif, et le renforcement des capacités techniques des partenaires et autres parties prenantes. Ils/Elles seront basé(e)s : un à Madarounfa et un à Niamey.	100%

Officier CARM	L'Officier CARM (Community Accountability Reporting Mechanisms - Mécanismes de réponse de responsabilité communautaire) sera basé(e) au Niger pour appuyer les aspects relatifs au CARM du programme.	10%
---------------	---	-----

L'équipe de mise en œuvre du projet accompagne les jeunes au sein de la société ou ils vivent afin de faciliter leur inclusion et leur participation active dans les actions communautaires et dans la prise des décisions communautaires. Malgré les barrières socio-culturelles, cette équipe amènera les organisations de jeunes à examiner leurs propres réflexions pour voir dans quelles mesures aborder les questions de genre. Dans le cadre de la cohésion sociale, le travail de l'équipe permettra d'explorer les moyens positifs de contribution des jeunes dans la consolidation de la paix et de leur autonomisation pour que la jeunesse soit active et responsable des moyens efficaces contre le banditisme et l'enrôlement des jeunes dans les actions terroristes. Pour les questions en lien avec les VBG il est toujours prouvé que la jeunesse joue un rôle primordial à travers leur contribution dans la prévention. C'est ainsi que l'équipe de mise en œuvre mettra en place des stratégies qui permettront aux participants, surtout filles et garçons, d'évoluer par similarité, par tranche d'âge et par sexe lorsqu'il s'agit des rencontres communautaires et des séances de sensibilisation au niveau des espaces surs.

- c) **Gestion des risques** – Identifier les risques spécifiques au projet et la manière dont ils seront gérés, y compris l'approche de mise à jour des risques et d'ajustement du projet. Inclure une approche Ne Pas Nuire et une stratégie d'atténuation des risques.

La gestion des risques internes et externes est au cœur de l'approche de Mercy Corps. Pour ce faire, le plan de gestion des risques est développé et suivra les phases du cycle du projet et des outils spécifiques sont utilisés pour aider à maintenir les meilleures pratiques programmatiques en ce qui concerne l'analyse des risques et l'adaptation programmatique. Mercy Corps a une équipe qui fournit une analyse continue du contexte sahélien et notamment dans nos zones d'intervention. Mercy Corps continue de perfectionner ses systèmes de contrôles formels et informels et ses moyens de vérification, de suivi et d'atténuation des risques pour permettre un impact programmatique maximal. En conséquence, les politiques de Mercy Corps comprennent des interdictions contre toutes les formes de corruption, de détournement de fonds, d'assistance aux individus ou organisations prohibés ou d'abus de tous types.

Risque spécifique au projet	Niveau de risque (faible, moyen, élevé)	Stratégie d'atténuation (y compris les considérations Ne Pas Nuire)
------------------------------------	--	--

Abus et exploitation sur les participants	Faible	Mercy Corps a une politique de prévention d'exploitation et d'abus sur laquelle tous les staffs de Mercy Corps et ceux du partenaire seront formés. Aussi, le point focal PSEA de Mercy Corps fait partie du pool des formateurs des Nations Unies au Niger et il procédera à la sensibilisation et formation des participants sur la prévention des abus et exploitation sexuelle dans la mise en œuvre de ce projet, y compris la sensibilisation sur l'utilisation des canaux communautaires déjà mis en place par Mercy Corps.
Participation limitée des femmes aux activités du programme en raison des normes culturelles et religieuses.	Faible	Encouragement de la participation des OSC féminines et des projets visant spécifiquement l'égalité des genres dans l'appel ; Quota minimal fixé pour la sélection des projets (35%) ; Accompagnement intensifié si nécessaire pour privilégier les structures féminines ; Adaptation des modalités des activités, lieux et temps favorables aux femmes.
Manque d'impact des initiatives soutenues	Faible	L'analyse de conflits et l'analyse Ne Pas Nuire permettront de réfléchir en amont sur la mise en œuvre et réajuster le projet pour assurer l'impact des initiatives soutenues. Par ailleurs, les effets/impacts seront un critère important pour la sélection des projets. Un dialogue régulier avec les membres de la communauté sera maintenu pour parler de l'impact du projet et sa sensibilité aux conflits et faire des adaptations quand c'est pertinent.
La crise politique et institutionnelle actuelle, d'éventuelles élections présidentielles ou locales et les possibles manifestations sociales qui caractérisent le Niger limite la participation des élus et des jeunes aux activités du projet (ateliers communaux entre jeunes et autorités) et à soutenir le projet; expose les jeunes	Moyen	Depuis le coup d'État du 26 juillet 2013, Mercy Corps a mis en place un plan de continuité de son programme pays, intégrant les mesures d'adaptation par projet, zone d'intervention et activités. Les activités du projet ECiP-Jeunes sont déjà couvertes par ce plan. Mercy Corps maintiendra non seulement une analyse continue et participative des risques au cours de la mise en œuvre des activités afin de travailler continuellement à leur atténuation en fonction des spécificités du contexte, mais également les échanges avec le secrétariat technique de PBF au Niger pour l'analyse du contexte et les orientations nécessaires

<p>engagés dans la protection de l'espace civique à des représailles et arrestations dans un contexte de restriction de l'espace démocratique et des libertés publiques notamment la libre expression; expose les maisons de jeunes et leurs activités à une influence orientée et une instrumentalisation par les autorités militaires actuelles; et favorise l'accroissement du risque de violation des droits de l'homme par les participants et/ou envers les participants aux activités du projet.</p>		<p>(suspension temporaire des activités, changement de l'orientation du projet, revue à la baisse de certaines activités, anticiper et mener des tâches des services techniques locaux, des points focaux, des acteurs locaux pour mettre en œuvre la formation selon les capacités pertinentes., respecter l'application des principes humanitaires.</p>
<p>Instrumentalisation des plateformes de jeunes et des MJC par les autorités pour des fins politiques. Une instrumentalisation pouvant saper l'esprit du projet et son appropriation par les jeunes.</p>	<p>Faible</p>	<p>Mercy Corps et CercleDev qui ont déjà un bon ancrage institutionnel veilleront sur la gestion de ce risque à travers un dialogues continu avec les jeunes et les autorités afin de mieux faire comprendre l'esprit du projet et de ses principes qui vont mettre l'accent sur les aspects strictement communautaires</p>

<p>Risque sécuritaire (contexte sécuritaire, la situation d'accès, les restrictions imposées par l'Etat, la complicité de la communauté, etc.)</p>	<p>Moyen</p>	<p>L'acceptation du programme et des activités par les communautés est la principale stratégie de gestion de la sécurité. Nous gérons également la sécurité des équipes de manière proactive en étant bien informés des risques de sécurité et en adaptant la stratégie au contexte, ainsi qu'en veillant à ce que les membres de l'équipe soient recrutés au sein des communautés locales.</p> <p>L'état de l'évolution de la situation et du contexte sécuritaire seront rapportés à l'UNPBF dans le rapport trimestriel. Pour la sécurité de nos interventions dans les zones Mercy Corps dispose des plans de gestion de sécurité et met l'accent sur la stratégie d'acceptation.</p> <p>De façon régulière, Mercy Corps conduira une évaluation sécuritaire préalable de la zone afin de dégager des consignes spécifiques pour ces zones et de renforcer/adapter ces politiques en tenant compte de la situation réelle de ce contexte.</p> <p>Le plan de contingence sera développé afin de dégager des mesures de mitigation pour chaque risque identifié et analysé.</p>
<p>Fraude/mauvaise gestion des fonds ou des biens acquis dans le cadre des projets pourrait entraîner la perte de la confiance du donateur, la confiance et l'acceptation des communautés, une mauvaise réputation de l'organisation et/ou la résiliation des partenariats locaux, pourrait également affecter le calendrier du projet, en retirant des ressources des activités pour enquêter sur la fraude/corruption</p>	<p>Moyen</p>	<p>Suivi accompagnement tout au long de la mise en œuvre et formation préalable au démarrage des projets en gestion administrative, comptable, des approvisionnements, et des équipements ;</p> <p>Vulgarisation continue du code de conduite de Mercy Corps ; vulgarisation et renforcement du mécanisme de réponse de responsabilité communautaire (CARM) de Mercy Corps utilisé pour le traitement des plaintes et pour prévenir ou traiter toute utilisation abusive des intrants du programme.</p>
<p>Fluctuations des prix des produits et fournitures de base avec la possibilité d'entraîner des difficultés budgétaires si les prix des fournitures montent.</p>	<p>Faible</p>	<p>Mercy Corps fera régulièrement des analyses de marchés pour s'assurer de la tendance des prix et adapter les activités aux tendances du marché.</p>

- d) **Suivi / évaluation** – Décrivez l'approche de S&E du projet, y compris l'expertise en S&E de l'équipe de projet et les principaux moyens et calendriers de collecte des données. Inclure : une ventilation du budget pour les activités de suivi et d'évaluation, y compris la collecte de données de base et de fin de ligne et une évaluation indépendante, et un calendrier approximatif de S&E. Les bénéficiaires de fonds sont tenus de réserver au moins 5 à 7% du budget du projet pour les activités de S&E, y compris des fonds suffisants pour une évaluation indépendante de qualité.

Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (S&E) font partie intégrante de la gestion du cycle du programme. Le projet établira un système S&E pour suivre et évaluer la mise en œuvre, générer des évidences afin de comprendre et justifier l'impact d'une part et d'autre part, contribuer à l'apprentissage à long terme. Les activités S&E seront dirigées par un responsable S&E à temps plein qui veillera à ce que le suivi soit intégré à toutes les activités et harmonisé. Le système S&E sera affiné et finalisé lors de sa création et inclura les éléments suivants :

La Politique S&E interne de Mercy Corps : Elle décrit 15 normes minimales appliquées lors de la conception, du lancement, de la mise en œuvre et de la clôture du programme. Ces normes sont un gage de qualité pour chaque niveau du cycle du programme. Elles permettent entre autres de s'assurer que le système S&E est en droite ligne avec les standards internationaux et de garantir une mesure efficace des performances du programme grâce à un retour d'information périodique et à des pratiques de gestion adaptatives.

Le Plan de S&E : Le projet ECiP Jeune utilisera sa théorie du changement et son cadre de résultats comme base pour le plan S&E, qui sera développé dès le début avec une analyse rigoureuse du contexte notamment les conflits et les aspects liés aux jeunes. Ce plan comprendra : (1) la description des indicateurs clés de performance, (2) la formulation d'hypothèses clés et l'identification de stratégies permettant de faire face aux risques possibles pour le programme afin de tirer parti des opportunités de réussite, (3) la description du système de collecte et d'analyse de données, et (4) le programme d'apprentissage et de recherche. Grâce au plan S&E, le projet mesurera les progrès et les performances et, en consultation avec le donateur et les partenaires, sera adapté en fonction de l'évolution des besoins, du contexte et des nouvelles connaissances émergeant des évidences obtenues.

Le suivi du programme : le suivi des progrès sera effectué à l'aide de deux approches complémentaires principales. L'une est le suivi des processus, qui consiste à suivre les intrants, les activités, les produits et les processus de gestion du programme conformément à son plan de travail. Le deuxième est le suivi des résultats, qui consiste à suivre les réalisations et les résultats du programme par rapport aux indicateurs de résultats approuvés pour lesquels des objectifs ont été fixés. Des réunions mensuelles d'examen du programme seront organisées pour partager avec les parties prenantes le niveau d'avancement du programme en termes d'indicateurs, de consommation budgétaire et de mise en œuvre des activités. Pour l'évaluation de base, médiane et finale, la collecte de données, à l'aide de méthodes quantitatives et qualitatives, permettra de mesurer les résultats du programme, de tester la théorie du changement, de mesurer les relations de cause à effet et de mesurer l'impact du programme. En termes de collecte de données et d'outils d'hébergement, la collecte de données se fera principalement par l'intermédiaire de l'ONA et de CommCare qui fourniront une base de données des participants à suivre dans toutes les activités du projet, tandis que l'hébergement des résultats du programme et le suivi des progrès se feront à l'aide de la plate-forme TolaData, qui est une plate-forme de gestion de projet développée par Mercy Corps qui permet d'examiner les progrès des indicateurs de performance.

Il y aura également un suivi continu et rapproché des cibles du programme ECiP Jeunes au niveau communautaire. En effet, au-delà de l'évaluation de base dans laquelle Mercy Corps

aura des entretiens avec les membres de la communauté. L'équipe du projet continuera de consulter et de recevoir des commentaires des communautés en ce qui concerne la performance du programme et les questions de sauvegarde. Pour ce faire, Mercy Corps et ses partenaires dans un premier temps intégreront les discussions communautaires dans les visites de suivi qui se dérouleront sur une base trimestrielle. En addition, pour s'assurer de la continuité de la participation, il sera mis en place un solide mécanisme de rapport sur la responsabilité communautaire (CARM) grâce auquel les commentaires et les plaintes des bénéficiaires ainsi que des membres de la communauté seront reçus. Il y aura plusieurs canaux CARM, y compris des comités de responsabilisation communautaire, des lignes WhatsApp, des appels téléphoniques confidentiels via numéro vert et des messages, en fonction des préférences et des capacités individuelles des personnes.

Les évaluations du programme : Avant la mise en œuvre de toute activité du projet, une étude de référence sera conduite pour informer les valeurs des indicateurs de performances et une évaluation finale (\$13000) sera conduite à la fin pour mesurer l'impact de cette intervention. Il sera instauré la collecte des données de tous les indicateurs (désagrégés par âge, sexe et autres catégories dont les personnes déplacées, retournées, réfugiés, populations hôtes), afin de mesurer les résultats du projet, de tester la théorie de changement, de vérifier les relations de cause à effet et de mesurer l'impact. Les activités du projet débuteront par un atelier de lancement de projet (\$11500) qui sera organisé entre l'équipe de mise en œuvre du projet, les bureaux pays de Mercy Corps, CercleDev, la représentation du PBF et des autres acteurs de l'Etat. En dehors de l'étude de base (\$13000) qui sera menée pour actualiser et/ou déterminer la valeur de référence des indicateurs, il y aura l'identification/sélection des participants (\$6000), les achats des équipements M&E (tablettes pour la collecte et les licences pour l'analyse des données) (\$12000). Au cours de la mise en œuvre d'autres activités verront le jour à savoir les réunions trimestrielles ou semestrielles de revue de programme (\$16000), le suivi annuel des indicateurs, les missions de contrôle de la qualité des données des indicateurs (\$3000) au cours desquelles les données seront vérifiées, numérisées et mises sur la plateforme Tola Data pour servir d'évidence dans le suivi de la progression des indicateurs de performance. Il y aura aussi une évaluation de suivi des indicateurs de performance à mi-parcours (\$10000) et un examen interne final de performance du projet (\$4000). A la fin du programme il sera conduit l'examen final interne de performance et l'évaluation finale (\$13000) pour déterminer les résultats et l'impact du programme.

La qualité des données : Le consortium donnera la priorité à la qualité des données, à leur traitement sécurisé et à leur sécurité. Le système de gestion des données du programme s'efforcera de garantir la validité, la fiabilité, l'actualité, la précision et l'intégrité des données. Des évaluations régulières de la qualité des données seront menées sur les indicateurs convenus avec PBF. Les politiques de protection des données seront suivies par le strict respect des politiques mondiales de Mercy Corps/partenaire (par exemple, le RGPD) pour empêcher l'accès ou la distribution non autorisés d'informations sensibles. Nous entreprendrons des évaluations d'impact sur la confidentialité des données pour toutes les plateformes technologiques mobiles afin de garantir une manipulation sûre. Lorsque l'accès aux données primaires peut s'avérer difficile, le projet utilisera des outils tels que la boîte à outils de surveillance à distance et de gestion adaptative (RAAM) de Mercy Corps.

L'Apprentissage et adaptation : le consortium élaborera un plan d'apprentissage & Stratégie de diffusion dès le début qui guide l'apprentissage et la gestion adaptative. Des pauses et des réflexions régulières vont permettre à l'équipe de projet d'examiner les performances et de discuter des adaptations nécessaires. Le plan d'apprentissage va proposer des questions de recherche élaborées en droite ligne avec la stratégie pays du Niger, les besoins en apprentissage pour le projet ainsi que pour PBF.

- e) **Stratégie de fin de projet / durabilité** – Expliquez brièvement la stratégie de sortie du projet pour garantir que le projet peut être clôturé à la fin de la durée du projet, soit par des mesures de durabilité, des accords avec d'autres donateurs pour le financement de suivi ou la fin des activités qui n'ont pas besoin de soutien supplémentaire. Si le soutien d'autres bailleurs de fonds est attendu, expliquez ce que le projet fera concrètement et de manière proactive pour essayer d'assurer cet appui dès le départ. Envisager d'éventuels partenariats avec d'autres donateurs ou institutions financières internationales.

En appliquant la méthodologie de mobilisation communautaire CATALYSE, ECiP-Jeunes renforce sa durabilité dès son démarrage en impliquant les membres de la communauté et divers acteurs dans la création des espaces de dialogue entre les organisations de la société civile et les autorités locales pour promouvoir des alternatives de vie durables et pacifiques dans la ville de Niamey et la région de Maradi. Le processus ne se limite pas à développer uniquement les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des projets dirigés par les jeunes, mais vise également à modeler les principes de bonne gouvernance et les valeurs de l'action collective. ECiP-Jeunes envisage de signer des accords de collaboration avec des organismes gouvernementaux tels que la HACP, le HC/NTIC et le ministère de la Jeunesse et des Sports, et de mettre en relation les associations de jeunes avec des organisations de soutien comme le Conseil National de la Jeunesse du Niger. En mettant un accent équilibré sur le processus de mobilisation et sur les résultats des projets, les jeunes, à la fin du processus, seront plus susceptibles de continuer à utiliser les compétences et les relations acquises pour leur participation politique et engagement civique.

Les composantes de renforcement des capacités du programme, avec leur accent sur le plaidoyer, l'utilisation rationnelle des réseaux sociaux, la gouvernance locale, seront catalyseurs pour l'engagement et la participation active des jeunes dans les structures de gouvernance.

De plus, le projet facilitera la mise en place et l'encadrement des plateformes inclusives, mixtes des jeunes (garçons, filles) visant à renforcer la paix, la cohésion sociale et à activer l'engagement et la participation à la gouvernance locale. Ces plateformes vont évoluer dans des espaces civiques créés, de manière endogène et durable, sous la tutelle des ministères de la jeunesse et de l'intérieur. Ceci assurera la durabilité de ces structures qui s'attaquent aux causes profondes pour l'implication des jeunes dans la gouvernance locale et la résolution des conflits. Le projet veillera à sélectionner des initiatives durables tenant compte des aspirations des jeunes, discuter avec les structures et plateformes des jeunes ainsi que les communautés locales pour un ancrage communautaire et une pérennisation au-delà de la durée de vie du projet (processus de médiation et dialogue à travers la plateforme numérique, activités génératrices de revenus, etc.). Les activités de renforcement organisationnel ainsi que les formations des comités de gestion des MJC contribueront à leur durabilité. De plus, les associations des quartiers qui vont dérouler certaines de leurs activités au sein des MJC apporteront des recettes qui permettront à ces MJC de disposer de ressources financières pour leur maintien.

IV. Budget du projet

Le budget du projet est ainsi structuré :

Personnel (20%) : Mercy Corps prévoit d'engager un personnel dédié à ce projet un programme manager (à un niveau d'effort de 100%), deux officiers de projet (à un niveau de 100%) et un MEL officer (à un niveau aussi de 100%) pour ce programme. La majorité de la mise en œuvre sera effectuée par le personnel national de Mercy Corps. Il est essentiel pour Mercy Corps et pour une partie de notre mission de recruter des individus des zones cibles. En outre, la majorité du personnel sera basé dans les zones d'intervention ciblées où nous effectuerons la mise en œuvre, ce qui permettra de renforcer la confiance avec les partenaires locaux et d'établir des relations solides. Le personnel assurant les fonctions supports de Mercy Corps est déjà au complet et les bureaux sont fonctionnels à Niamey et à Maradi. Il est important de noter que Mercy Corps dispose de membres de son équipe qui assureront la gestion qualitative du programme et du personnel pour les opérations/finances, suivi évaluation sont chargés de soutenir et d'encadrer les organisations de jeunes et la structure locale partenaire de mise en œuvre afin de s'assurer que leurs capacités sont renforcées et que la qualité est élevée. Le personnel international de Mercy Corps n'est budgétisé que pour un pourcentage très limité, ce qui permettra un apprentissage efficace du programme ainsi qu'une supervision et un suivi d'ensemble.

Coûts opérationnels (5%) : Mercy Corps mettra en place un certain nombre de stratégies pour optimiser les coûts opérationnels pendant la durée du programme, notamment en réduisant au minimum les achats d'équipements et de biens, et en donnant la priorité aux achats locaux. L'équipe de mise en œuvre dispose déjà d'un certain nombre d'actifs communs qui contribueront à la réussite de la mise en œuvre du projet, les nouveaux matériaux étant réduits au strict minimum. Les achats locaux seront effectués dans tous les cas, sur la base d'un processus d'achat transparent et rigoureux dans lequel le prix est une considération primordiale. En outre, Mercy Corps dispose déjà de bureaux à proximité des régions cibles, ce qui nous permettra de partager les coûts liés aux opérations sur plusieurs projets. Nous utilisons une politique d'allocation des coûts basée sur le nombre de personnes soutenues par chaque projet dans chaque bureau afin de répartir équitablement les coûts entre les projets. Nos systèmes existants et notre expérience dans ce domaine nous permettent également de minimiser le temps de démarrage au début du projet. Enfin, Mercy Corps réduira les dépenses à celles qui sont essentielles à la mise en œuvre du programme.

Soutien indirect aux projets (7%) : Nous avons appliqué un taux de coût indirect de 7 % au projet, ce qui correspond au niveau de soutien typique de notre programmation financée par les Nations unies. Les coûts indirects vont au soutien global de Mercy Corps en tant qu'organisation internationale, couvrant les salaires du personnel technique du siège pour conseiller sur la mise en œuvre du programme et assurer une gestion de qualité du programme. Il couvre également une série de fonctions de soutien telles que l'élaboration, l'application et la révision régulières des politiques de gestion des risques (par exemple liées à la corruption et à l'exploitation et aux abus sexuels) et de gestion financière de qualité.

Suivi, évaluation et apprentissage (12%) : Mercy Corps investit sérieusement dans le suivi, l'évaluation et l'apprentissage, consciente des bénéfices significatifs que le SEA apporte en termes de qualité de mise en œuvre, de gestion adaptative, de responsabilité envers les

communautés cibles et de mesure d'impact appropriée. C'est une partie essentielle du succès de notre programme et nous avons donc réservé 6,67% du budget pour les dépenses de suivi et d'évaluation. Un audit financier externe et une évaluation externe finale ont été budgétisés.

Genre (31%) : Le programme cherche à répondre aux besoins spécifiques des jeunes hommes et des jeunes femmes de tous les âges et les sexes. À cet effet, nous avons investi dans (1) des activités de programme spécifiques conçues pour la participation actives et pleine et effective des femmes et des filles aux activités de programme ; (2) une analyse approfondie des conflits liés au genre au début du programme et avant la mise en œuvre des activités ; et (3) une expertise technique et un personnel spécialisés (notamment le conseiller en matière de genre) pour garantir l'intégration des considérations de genre, de diversité et d'inclusion dans toutes les activités de programme.

Partenaires de mise en œuvre et acteurs locaux (31%) : Le programme vise à renforcer et accompagner les organisations locales de la consolidation de la paix et la promotion de l'engagement politique œuvrant dans l'accompagnement des jeunes des fadas et les associations de jeunes des quartiers/villages marginalisés qui ont été laissés à l'écart des structures de gouvernance qui sont vulnérables au banditisme et à la petite délinquance.

A cet effet, 31% du budget est réservé à une structure locale pour la mise des certaines activités d'accompagnement des jeunes

Veillez noter : Mercy Corps confirme qu'aucun fonds de projet ne sera dirigé vers une entité à but lucratif affiliée à Mercy Corps.

Remplissez deux tableaux dans **l'annexe D du budget Excel**.

Dans le premier tableau budgétaire Excel de l'annexe D, veuillez inclure le pourcentage d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (GEWE) pour chaque activité.

Fournissez également une justification claire pour chaque allocation GEWE (par exemple, la formation comprendra une session sur l'égalité des sexes, des efforts spécifiques seront déployés pour assurer une représentation égale des femmes, etc.).

Annexe A. Liste de contrôle de l'état de préparation de la mise en œuvre du projet

Question	Oui	Non	Commentaire
Planification			
1. Tous les partenaires d'exécution ont-ils été identifiés ? Sinon, quelles sont les étapes restantes et le calendrier proposé	x		L'organisation locale, partenaire de mise en œuvre, a été identifiée et a participé pleinement dans l'élaboration de cette proposition. La suite est le ciblage de structures/groupements de jeunes participants du programme à travers les critères de ciblage qui sont eux même préalablement établis.
2. Les mandats du personnel clé du projet ont-ils été finalisés et prêts à être publiés ? Veuillez joindre à la soumission	x		Le mandat du gestionnaire du projet est finalisé, mais ne pourra pas être publié avant la validation du projet. La description du poste est déjà disponible.
3. Les sites du projet ont-ils été identifiés ? Sinon, quel sera le processus et le calendrier	x		Les sites du projet ont été identifiés, il s'agit des quartiers des régions de Niamey (quartiers Niamey 2000 (commune 4), Kirkisoye (commune 5), Koira tegui(commune 2) Gabagoura (commune 1) et de Maradi (quartiers de Ali Dan Sofo, Zaria, et Gao).
4. Les communautés locales et les bureaux gouvernementaux ont-ils été consultés / sensibilisés sur l'existence du projet ? Veuillez indiquer quand cela a été fait ou quand cela sera fait.	x		Les autorités en charge de la jeunesse et les maires ainsi que les Chefs de quartiers ont été consultés au cours du processus de formulation du projet. Les communautés

			locales et d'autres Fadas des jeunes seront sensibilisés avant leur participation au projet.
5. Une analyse / identification préliminaire des leçons apprises / des activités existantes a-t-elle été effectuée ? Sinon, quelle analyse reste-t-il à faire pour permettre la mise en œuvre et le calendrier proposé ?	x		Mercy Corps s'est basé sur les leçons tirées de son expérience et des activités en cours au Niger plus précisément dans les régions ciblées en matière de promotion de la cohésion sociale à travers la mise en œuvre du programme Saa Matasa /Youth Connect
6. Les critères des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Sinon, quels seront le processus et le calendrier ?	x		Les critères de ciblage des participants /bénéficiaires ont été établis dès le processus de consultation de l'élaboration de la proposition avec les jeunes, mais ils peuvent être amendés et adaptés selon les quartiers et villages.
7. Des accords ont-ils été conclus avec les homologues gouvernementaux concernés concernant les sites de mise en œuvre du projet, les approches, la contribution du gouvernement ?	x		Pendant la phase de consultation, les régions d'intervention ont été présentées et les avis convergent de façon globale quant à la pertinence du choix. Ce qui justifie l'approbation du projet par le gouvernement. Des accords régissant la mise en œuvre seront formalisés prochainement.
8. Des dispositions claires ont-elles été prises sur l'approche de mise en œuvre du projet entre les organisations bénéficiaires du projet ?	x		Les Fadas des jeunes et groupement des femmes ainsi que les centres seront identifiés en se basant sur le critères préétablis durant la consultation amendés et adaptés selon les réalités de chaque quartiers / villages d'interventions
9. Quelles autres activités préparatoires doivent être entreprises avant que la mise en œuvre effective du projet puisse commencer et combien de temps cela prendra-t-il ?	N/A		
Genre			

<p>10. L'expertise de l'ONU en matière de genre a-t-elle influencé la conception du projet (par exemple, un conseiller / expert / point focal en matière de genre ou un collègue d'ONU Femmes a-t-il apporté sa contribution) ?</p>	<p>x</p>	<p>Mercy Corps a consulté la stratégie sur la parité de sexe de L'ONU en plus de son expertise en matière de genre qui est un élément transversal dans le développement de ses programmes. De plus, des discussions ont été engagées avec ONU Femmes, qui suggère une collaboration et intégration de « l'approche « trois fois six » dans nos activités.</p>
<p>11. Des consultations avec des femmes et / ou des organisations de jeunesse ont-elles éclairé la conception du projet?</p>	<p>x</p>	<p>Mercy Corps a consulté plus 40 jeunes issus des quartiers périphériques de Niamey appartenant à différentes structures de jeunes (Fada) et femmes et aussi utilisé les résultats des consultations de jeunes menées dans le cadre de son programme Bridge Youth Connect dans la conception de ce programme.</p>
<p>12. Les indicateurs et cibles du cadre de résultats sont-ils ventilés par sexe et par âge ?</p>	<p>x</p>	<p>La planification de la collecte des données est sensible au genre. Les indicateurs sont ventilés par sexe et âge, sauf que les valeurs cibles seront déterminées après l'enquête de base prévue dans la phase de mise en œuvre du projet.</p>
<p>13. L'annexe budgétaire comprend-elle des allocations vers GEWE pour toutes les activités et des justifications claires des allocations GEWE ?</p>	<p>x</p>	<p>Les allocations GEWE sont prises en compte dans le budget.</p>

Annexe B. Liste de contrôle de l'optimisation des ressources du projet PBF (« Value for Money »)

Question	Oui	Non	Commentaire
<p>1. Le projet a-t-il une justification narrative du budget, qui fournit des informations supplémentaires spécifiques au projet sur tout choix budgétaire majeur ou des coûts de personnel, de fonctionnement ou de déplacement plus élevés que d'habitude, afin d'expliquer comment le projet garantit l'optimisation des ressources ?</p>	x		Une justification narrative est associée au budget du projet.
<p>2. Les coûts unitaires (par exemple pour les voyages, les services de consultants, l'achat de matériel, etc.) sont-ils comparables à ceux utilisés dans des interventions similaires (soit dans des contextes nationaux similaires, au sein des régions, soit dans des interventions antérieures dans le même contexte national) ? Sinon, cela doit être expliqué dans la section narrative du budget.</p>	x		Les coûts unitaires sont comparables à ceux des similaires interventions dans les mêmes zones interventions

<p>3. Le budget proposé est-il proportionné aux résultats escomptés du projet et à la portée du projet (par exemple, nombre, taille et éloignement des zones géographiques et nombre de bénéficiaires directs et indirects proposés) ? Fournissez vos commentaires.</p>	<p>x</p>	<p>Le budget prend en compte des coûts raisonnables pour la réalisation des résultats du projet.</p>
<p>4. Le pourcentage de personnel et de frais de fonctionnement de l'agence des Nations Unies récipiendaire et de tout partenaire d'exécution est-il clairement visible et raisonnable pour le contexte (e.g. pas plus de 20% pour le personnel, et coûts raisonnables pour les voyages et coûts opérationnels directs) à moins d'être bien justifiés dans la section narrative) ?</p>	<p>x</p>	<p>Le pourcentage de personnel et de frais de fonctionnement sont clairement visibles et raisonnables au contexte Niger.</p>
<p>5. Les frais de personnel sont-ils proportionnels à la quantité de travail requise pour l'activité ? Et le projet utilise-t-il du personnel / une expertise locale plutôt qu'internationale lorsque cela est possible ? Quelle est la justification du recours à du personnel international, le cas échéant ?</p>	<p>x</p>	<p>Tous les staffs directs du projet seront des nationaux.</p>
<p>6. Le projet propose-t-il l'achat de matériaux, d'équipements et d'infrastructures pour plus de 15% du budget ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les mesures prises pour garantir l'optimisation des ressources dans le processus de passation des marchés et leur entretien / utilisation durable pour la consolidation de la paix après la fin du projet.</p>		<p>x</p> <p>Il n'y a aucun équipement ou matériel de plus de 15% du budget.</p>

<p>7. Le projet propose-t-il l'achat d'un ou de plusieurs véhicules pour le projet ? Si oui, veuillez expliquer pourquoi les véhicules / véhicules de location existants ne peuvent pas être utilisés.</p>		x	<p>Pas d'achat de véhicules prévue, mais le projet fera la location de véhicules pour la mise en œuvre des activités</p>
<p>8. Les agences d'exécution ou la mission des Nations Unies apportent-elles une source supplémentaire de financement / soutien en nature non PBF au projet ? Veuillez expliquer ce qui est fourni. Et si non, pourquoi pas.</p>	x		<p>Les staffs de Mercy Corps vont appuyer la mise en œuvre du projet.</p>

Annexe B.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in

		consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annexe B.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or

allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it		Head of UN Country Team where it does not.
---	--	--

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals

or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation.
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches).
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant.
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project.¹¹
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought.
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

¹¹ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe C : Cadre de résultats du projet (DOIT inclure des cibles de données ventilées par sexe et par âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
<p>Résultat 1: Renforcer la participation et l'engagement politiques des jeunes en faveur de la consolidation de la paix à travers leur inclusion dans les mécanismes locaux de gouvernance</p> <p>ODD 16, Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</p>		<p>Indicateur 1 a : % de membres de plateformes de jeunes qui s'engagent et participent aux mécanismes du gouvernement local pour la consolidation de la paix</p> <p>Niveau de référence : BTD Cible : VB+20%</p>	Rapport Baseline, endline	VB+20%
		<p>Indicateur 1 b : % de jeunes qui se sentent marginalisés dans la mise en œuvre des politiques et de la gouvernance au niveau local</p> <p>Niveau de référence : BTD Cible : VB-40%</p>	Rapport Baseline, endline	VB-40%
	<p>Produit 1.1 Les capacités des plateformes de jeunes en matière de plaider pour une gouvernance locale inclusive sont renforcées</p> <p>Activité 1.1.1: Formation des jeunes des plateformes sur le plaider et la communication non violente responsable</p> <p>Activité 1.1.2: Accompagner les plateformes de jeunes dans la conduite de consultations communautaires et l'élaboration des plans d'action/projets de développement des jeunes</p> <p>Activité 1.1.3: Diffusion de messages de sensibilisation sur la participation citoyenne, les plans d'action et projets de développement des jeunes (via les radios et les plateformes d'échange numériques)</p>	<p>Indicateur 1.1.1 Nombre de plateformes de jeunes identifiées, accompagnées qui deviennent fonctionnelles avec des plans d'action à jour</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 12</p>	Suivi de routine, rapport d'activité, PV de validation	+12
		<p>Indicateur 1.1.2 # de jeunes qui ont des compétences sur le plaider, la communication non violente ou sur l'élaboration des plans d'action</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 360</p>	Listes des participants aux formations	+360
	<p>Produit 1.2 Le dialogue politique avec les autorités et la participation politique des jeunes dans la gouvernance locale sont renforcés</p>	<p>Indicateur 1.2.1 de jeunes qui intègrent les comités ou instances politiques et de gouvernance locale</p>	Liste des participants, PV des rencontres	+30

	Activité 1.2.1: Actions de plaidoyer des plateformes des jeunes auprès des autorités pour la prise en compte des projets des jeunes Activité 1.2.2: Organisations de conseils communaux extraordinaires des jeunes incluant les projets des jeunes	Niveau de référence : 0 Cible : 30		
		Indicateur 1.2.2 # de projet des jeunes acceptés et validés par les autorités locales Niveau de référence : 0 Cible : 6	PV de validation, liste des participants	+6
Résultat 2: Promouvoir et renforcer la participation citoyenne, les espaces civiques et les initiatives locales de paix des jeunes et des femmes. (Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant) (Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)		Indicateur 2 a: % des jeunes membres des plateformes qui sont satisfaits de leur participation aux initiatives locales pour la paix Niveau de référence : 0 Cible : VB+15%	Rapport Baseline, endline	VB+15%
		Indicateur : 2b:% de jeunes qui pensent que le recours à la violence pour soutenir une cause sociale ou politique n'est jamais justifié. Niveau de référence : BTD Cible : BV+15%	Rapport Baseline, endline	BV+15%
	Produit 2.1 Les espaces civiques des jeunes sont renforcés et promus pour une participation active des jeunes à la consolidation de la paix Activité 2.1.1: Réhabilitation des espaces civiques (Maisons de la Jeunesse et de la culture) Activité 2.1.2: Soutien aux activités socioculturelles des Maisons de la Jeunesse et de la culture	Indicateur 2.1.1: # d'espaces civiques réhabilités et promus pour la participation active des jeunes Niveau de référence : 0 Cible : 6	PV de réception, rapport d'activités	+6
		Indicateur 2.1.2: # d'activités socioculturelles organisées par des Maisons de la Jeunesse et de la culture soutien du projet ECiP Niveau de référence : 0 Cible : 30	Rapport d'activités	+30
	Produit 2.2 Les Initiatives locales de paix des jeunes sont promues et soutenues Activité 2.2.1: identification et sélection de projets de paix des jeunes et de femmes	Indicateur 2.2.1 # de projets de paix des jeunes et de femmes sélectionnés et financés par le projet ECiP Niveau de référence : 0	PV de validation, liste des participants	+6

	Activité 2.2.2: Appui à la mise en œuvre des projets de paix des jeunes et des femmes à travers un mécanisme de financement rapide d'interventions ponctuelles	Cible : 6		
		Indicateur 2.2.2 # de projets de paix des jeunes et de femme soumis par des jeunes pour financement ponctuel Niveau de référence : 0 Cible : 30	Liste ou registre de réception	+30

For MPTFO Use

Totals	
	Recipient Organization
	Mercy Corps
1. Staff and other personnel	\$ 680,972.04
2. Supplies, Commodities, Materials	\$ 222,657.00
3. Equipment, Vehicles, and Furniture	\$ 23,911.97
4. Contractual services	\$ 180,000.02
5. Travel	\$ 53,948.00
6. Transfers and Grants to Counterparts	\$ 582,213.00
7. General Operating and other Costs	\$ 125,457.00
Sub-total	\$ 1,869,159.03
7% Indirect Costs	\$ 130,841.13
Total	\$ 2,000,000.16

Performance-Based Tranche Breakdown		
	Recipient Organization	Tranche %
	Mercy Corps	
First Tranche:	\$ 700,000.00	35%
Second Tranche:	\$ 700,000.00	35%
Third Tranche:	\$ 600,000.00	30%